

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2010 — 3956

[C — 2010/31518]

27 MAI 2010. — Arrêté 2010/117 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers

Le Collège,

Vu la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers, tel que modifié;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 48.002/VR, donné le 27 avril 2010, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées le 12 janvier 1973;

Considerant la nécessité de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

Sur proposition du Membre du Collège en charge du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution en application de l'article 138 de la Constitution.

Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du 24 décembre 1990 déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er} - Pour l'application du présent arrêté on entend par :

le Ministre : le Membre du Collège de la Commission communautaire française qui a le tourisme dans ses attributions;

le Commissaire au Tourisme : le Fonctionnaire délégué au Tourisme de la Commission communautaire française;

le Commissariat au Tourisme : le service tourisme de la Commission communautaire française ».

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2, 2° est remplacé par « 2° un extrait de son casier judiciaire ou, à défaut, tout document équivalent délivré depuis moins de trois mois par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de l'Etat d'origine au nom de la personne chargée de la gestion journalière ainsi qu'au nom de l'exploitant. Lorsque ce dernier est une personne morale, l'extrait de casier judiciaire ou tout document équivalent délivré depuis moins de trois mois par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de l'Etat d'origine, doit être délivré au nom du Président du Conseil d'Administration, au nom de l'Administrateur délégué ou de l'Administrateur directeur »;

2° à l'alinéa 2, 4° les mots « publiée aux annexes du *Moniteur belge* » sont supprimés;

3° à l'alinéa 2, 5° les mots « ou d'une copie conforme du permis de bâtir délivré par les autorités compétentes pour l'Aménagement du territoire » sont supprimés.

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° alinéa 2, les mots « 75 jours » sont remplacés par « 45 jours »;

2° au dernier alinéa, la phrase « En l'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 2 équivaut à un refus » est remplacée par « En l'absence de décision dans le délai prévu à l'alinéa 2, celle-ci est réputée favorable ».

Art. 5. A l'article 9, § 2 du même arrêté les mots « dans les 30 jours de sa réception » sont remplacés par « dans les 15 jours de sa réception ».

Art. 6. A l'article 10 du même arrêté, les mots « un certificat de bonne conduite vie et mœurs » sont remplacés par « un extrait du casier judiciaire ou tout document équivalent délivré depuis moins de trois mois par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de l'Etat d'origine ».

Art. 7. A l'article 12 du même arrêté, les mots « d'un nouveau certificat de bonne vie et mœurs » sont remplacés par « un extrait de casier judiciaire ou tout document équivalent délivré depuis moins de trois mois par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de l'Etat d'origine ».

Art. 8. A l'article 13 du même arrêté, un dernier alinéa est ajouté comme suit : « Il peut également demander à assister ou se faire représenter à la séance du comité technique qui examinera la demande de retrait d'autorisation ».

Art. 9. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2 les mots « 75 jours » sont remplacés par les mots « 45 jours »;

2° à l'alinéa 3 les mots « un refus » sont remplacés par les mots « une décision favorable ».

Art. 10. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : « En cas de décision de refus ou de retrait de l'autorisation ou en cas de décision de refus d'accueillir la demande en révision de classification, l'intéressé peut exercer un recours auprès du Ministre par lettre recommandée, par télécopie ou par voie électronique, si cela fournit un récépissé du destinataire, avec copie à l'administration, dans un délai de 30 jours à dater de la notification »;

2° à l'alinéa 2, la phrase « Dans les cas prévus aux articles 7 alinéas 5 et 18, le délai pour l'introduction du recours prend effet dès la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise » est remplacée par la phrase « La notification indique les voies de recours ».

Art. 11. A l'article 22 alinéa 2 du même arrêté, les mots « les 3 mois » sont remplacés par les mots « les 60 jours ».

Art. 12. L'article 24 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Article 24 - La Commission consultative de recours est composée comme suit :

deux membres effectifs et deux membres suppléants ayant une bonne connaissance du secteur hôtelier, présentés par le comité technique de l'hôtellerie sur une liste de 6 noms;

un membre effectif et un membre suppléant du service tourisme de la Commission communautaire française chargés d'assurer la présentation des dossiers et le secrétariat;

un membre représentant le Ministre peut assister avec voix consultative aux réunions de la Commission.

Le Ministre nomme les membres pour une durée de 5 ans ».

Art. 13. A l'article 25 alinéa 1^{er} du même arrêté les mots « dans un délai de 45 jours » sont remplacés par les mots « dans un délai de 30 jours ».

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 mai 2010.

Par le Collège :

Ch. DOULKERIDIS,
Président du Collège
en charge du Tourisme

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2010 — 3956

[C — 2010/31518]

27 MEI 2010. — Besluit 2010/117 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en het intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van het schild van de hotelinrichtingen

Het College,

Gelet op Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekken inrichtingen en de hotelinrichtingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en het intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van het schild van de hotelinrichtingen, zoals gewijzigd;

Gelet op advies 48.002/VR van de Raad van State, gegeven op 27 april 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er een noodzaak bestaat om de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt om te zetten;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Dit besluit zet de bepalingen van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt gedeeltelijk om.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van 24 december 1990 tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en het intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van het schild van de hotelinrichtingen wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1 - Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

de Minister : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort;

de Commissaris voor Toerisme : de gemachtigde ambtenaar voor Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie;

het Commissariaat voor Toerisme : de Dienst Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie ».

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 2, 2°, wordt vervangen door « 2° een uittreksel uit zijn strafregister of, bij gebreke daarvan, ieder gelijkwaardig document, sedert minder dan 3 maanden afgegeven door de bevoegde gerechtelijke of administratieve autoriteit van de Staat van oorsprong op naam van deze die met het dagelijks beheer van de inrichting belast is, alsook op naam van de exploitant. Wanneer laatstgenoemde een rechtspersoon is moet het uittreksel uit het strafregister of ieder gelijkwaardig document, sedert minder dan 3 maanden afgegeven door de bevoegde gerechtelijke of administratieve autoriteit van de Staat van oorsprong, afgegeven worden op naam van de Voorzitter van de Raad van Beheer, van de Afgevaardigd beheerder of van de Beheerder-Directeur ».

2° in lid 2, 4°, worden de woorden « bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* » geschrapt;

3° in lid 2, 5°, worden de woorden « of een door eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning afgegeven door de autoriteiten bevoegd voor de Ruimtelijke Ordening » geschrapt.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 worden de woorden « 75 dagen » vervangen door « 45 dagen »;

2° in het laatste lid wordt de zin « De weigering wordt ondersteld wanneer aan de aanvrager geen kennis van de beslissing werd gegeven binnen de bij lid 2 voorziene termijn » vervangen door « Bij ontstentenis van een beslissing binnen de bij lid 2 voorziene termijn, wordt deze geacht gunstig te zijn ».

Art. 5. In artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden « binnen 30 dagen na ontvangst » vervangen door « binnen 15 dagen na ontvangst ».

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « een getuigschrift van goed zedelijk gedrag » vervangen door « een uittreksel uit het strafregister of, bij gebreke daarvan, ieder gelijkwaardig document sedert minder dan 3 maanden afgegeven door de bevoegde gerechtelijke of administratieve autoriteit van de Staat van oorsprong ».

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde besluit, worden de woorden « een getuigschrift van goed zedelijk gedrag » vervangen door « een uittreksel uit het strafregister of, bij gebreke daarvan, ieder gelijkwaardig document sedert minder dan 3 maanden afgegeven door de bevoegde gerechtelijke of administratieve autoriteit van de Staat van oorsprong ».

Art. 8. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt een laatste lid toegevoegd dat als volgt luidt : « Hij kan eveneens vragen om aanwezig te mogen zijn of zich te laten vertegenwoordigen op de zitting van het Technisch Comité dat de aanvraag tot intrekking van de vergunning zal onderzoeken ».

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 worden de woorden « 75 dagen » vervangen door de woorden « 45 dagen »;

2° in lid 3 worden de woorden « de weigering » vervangen door de woorden « de gunstige beslissing ».

Art. 10. In artikel 21 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt als volgt vervangen : « Ingeval beslist wordt ofwel de vergunning te weigeren of in te trekken ofwel de aanvraag om herziening van de classificatie niet in aanmerking te nemen, mag betrokkene in beroep gaan bij de Minister bij een ter post aangetekende brief, een fax of elektronisch, als dat een ontvangstbewijs van de geadresseerde oplevert, met een kopie aan de administratie, binnen 30 dagen te rekenen vanaf de kennisgeving. »

2° in lid 2 wordt de zin « In de bij de artikelen 7, lid 5, en 18, lid 5 voorziene gevallen begint de termijn voor de instelling van het beroep te lopen vanaf de datum waarop de beslissing tot weigering als voldongen wordt beschouwd » vervangen door de zin « In de kennisgeving worden de middelen van beroep opgenomen ».

Art. 11. In artikel 22 van hetzelfde besluit, worden de woorden « 3 maanden » vervangen door de woorden « 60 dagen ».

Art. 12. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 24 - De Raadgevende Beroepscommissie is als volgt samengesteld :

twee effectieve leden en twee plaatsvervangers die over een goede kennis van de hotelsector beschikken en voorgedragen worden door het Technisch comité van het Hotelwezen op een lijst van 6 namen;

een effectief lid en een plaatsvervanger van de toeristische dienst van de Franse Gemeenschapscommissie die belast zijn met de presentatie van de dossiers en het beheer van het secretariaat;

een lid dat de Minister vertegenwoordigt mag met raadgevende stem de vergadering van de Commissie bijwonen.

De Minister benoemt de leden voor 5 jaar ».

Art. 13. In artikel 25, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « binnen een termijn van 45 dagen » vervangen door de woorden « binnen een termijn van 30 dagen ».

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 2010.

Door het College :

Ch. DOULKERIDIS

Voorzitter van het College belast met Toerisme